L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLÉANS, SAMEDI MATIN, 4 JUIN 1853.

Imprimé "et publié par"
P. G. F. WEISSE & Comp.
Bureau-Imprimerie:
E. F. GEISSE, T. MOYOUX,
E. DUVERGER, E. HARRY.
No 26, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS:
SAMEDI MATIN, 4 JUIN.

BULLETIN EUROPÉEN.

La malle-poste a apporté hier aux journaux européens déjà une autre correspondance parisienne. Nos dernières dates de Liverpool sont du 14 mai et de Paris du 12.

En France, le gouvernement a présenté au Corps-Législatif trois projets de loi parmi lesquels on remarque celui qui a pour objet de remettre en vigueur la article 86 et 87 du Code pénal, qui avaient été abolis le 29 février par une déclaration du gouvernement provisoire, et par l'article 5 de la Constitution du 4 novembre 1848.

Ces articles sont ainsi conçus :

« Art. 86. L'attentat contre la vie ou la personne de l'Empereur est puni de la peine de parricide.

« L'attentat contre la vie ou la personne des membres de la famille impériale est puni de la peine de mort.

« Toute offense commise publiquement envers la personne de l'Empereur sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et d'une amende de 500 fr. à 10,000 fr. Le coupable pourra en outre être mis en état de surveillance pendant au moins deux ans et cinq ans au plus.

« Art. 87. L'attentat dont le but sera, soit de détruire, soit de changer le gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône, soit d'exciter les citoyens ou habitans à s'armer contre l'autorité impériale, sera puni de mort. »

Cette mesure de gouvernement a produit un fort mauvais effet à Paris. Lorsque la révolution de Paris éclata, dit un journal, le peuple, qui venait de briser le trône, se porta vers la demeure du bourreau pour y brûler la guillotine. La nuit de Paris était encore brûlante, l'hôtel de ville était envahi, le gouvernement provisoire était réuni à peine, que M. de Lamartine, qui est ce jour là l'honneur de toutes les glorieuses inimitiées, proposa l'abolition de la peine de mort comme le plus grand progrès qui pût glorifier et sanctifier la révolution. « Messieurs, dit-il à ses collègues, il n'était seul dictateur que pour faire de ce décret le premier décret de la république. J'abolirais immédiatement la peine de mort pour toutes causes, car la société n'en a plus besoin. En frappant de mort le criminel, l'exemple pervertit plus qu'il n'intimide. Le sang appelle le sang. Le principe de l'inviolabilité de la vie humaine serait mieux défendu s'il a inscrit en tête de la Charte cette inviolabilité, même dans la vie du scélérat. Je conçois que ce grand progrès dans notre législation criminelle doive être réservé à l'assemblée nationale, mais pourquoi le gouvernement provisoire n'abolirait-il pas au moins la peine de mort en matière politique ! Ce serait rassurer les imaginations craintives contre le retour des proscriptions et désarmer le peuple d'une arme qu'il a souvent tournée contre lui-même. » Louis Blanc appuya cette généreuse proposition, et le gouvernement provisoire rendit un décret qui n'est autre chose que le rétablissement de la législation de la Révolution de février et de la France :

« Le gouvernement provisoire, convaincu que la grandeur d'une est la suprême politique, et que chaque révolution opère par le peuple et pour le peuple, en appelle à la manifestation d'une volonté philosophique de plus :

« Considérant qu'il n'y a pas de plus sublime manière que l'inviolabilité de la vie humaine ;

« Considérant que, dans les mémorables journées où nous sommes, le gouvernement provisoire a constaté avec satisfaction que pas un de ses membres ou de mort n'est sorti de la bouche du peuple,

« Décrète,

« Article unique. Dans sa pensée, la peine de mort est abolie en matière politique et qu'il présentera ce vœu à la ratification définitive de l'assemblée nationale. »

Ce vœu lui fut soumis, en effet, il fut inscrit dans le projet de constitution, et forma plus tard l'art 5, ainsi conçu : « La peine de mort est abolie en matière politique. »

Si le journal dont nous venons de citer quelques lignes demande avec raison, en terminant, si la peine de mort en matière politique a empêché Louis Philippe de tomber au jour marqué par la Providence, si elle en a préservé ses prédécesseurs, on répondra que la peine de mort est accompagnée d'si horribles supplices elle empêchait l'accomplissement des forfaits prêts à se produire, et que la Convention elle-même n'a pas osé rétablir la peine de mort.

Le journal dont nous venons de citer quelques lignes demande avec raison, en terminant, si la peine de mort en matière politique a empêché Louis Philippe de tomber au jour marqué par la Providence, si elle en a préservé ses prédécesseurs, on répondra que la peine de mort est accompagnée d'si horribles supplices elle empêchait l'accomplissement des forfaits prêts à se produire, et que la Convention elle-même n'a pas osé rétablir la peine de mort.

On assure que l'empereur doit aller habiter, sous peu de jours, le palais de l'Elysée, qui a été l'objet de grands travaux d'amélioration et d'embellissement.

Le gouverneur général de la colonie française d'Afrique, son état major, ainsi que le général Fate, sont partis dernièrement pour commencer l'expédition projetée dans la petite Kabylie. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans le Moniteur du 3 mai :

« M. le général Randon, gouverneur général, part dimanche matin pour Bougie, à bord du bâtiment à vapeur le *Titan*. De là, il se rendra à Setif. C'est là que doivent se rassembler les quatre colonnes qui, des divers points de l'Algérie pour prendre part à l'expédition. Le choix de Setif comme point de rassemblement indique assez que l'objet principal des opérations de l'armée expéditionnaire aujourd'hui sur la soumission de la partie orientale de la Kabylie, sous les ordres du général en chef, le territoire montagneux compris entre Bougie et Collo n'est guère moins étendu, si même il ne l'est plus, que celui qui se trouve entre Bougie et Dellys, et dont les Zouaves ont reçu dernièrement la grande Kabylie. Celle ci serait donc encore une fois respectée. On assure seulement que qu'il sera forcé de ce décret le premier mai, qu'il aura pour observation afin de prévenir les diversions que quelque chef voudrait tenter de ce côté.

« Un 3e mouvelles de Salamine en date du 4 mai. L'escadre française était toujours au mouillage, la corvette à vapeur *le Caton* venait d'arriver sur rade avec des dépêches de Constantinople. A son départ, on regardait toujours la question des affaires comme bonne, mais rien ne transpirait sur les conditions définitives qui devaient servir de base aux arrangements à intervenir.

« Les dernières nouvelles de Rome sont de 4 mai. Le pape devait partir le 7 pour Porto-d'Anzio, où il avait l'intention de séjourner deux ou trois mois. Le 8 mai il devait se rendre à Gaëte, port de Naples. Beaucoup de personnes malheureuses qu'on ne voit à la part de mer de Rome. On croit que cette question pourrait bien être résolue pendant ce voyage du Pape. Les autres voyages de ce Souverain semblent également pour le moment.

« Nous avons parlé de la mission fédérale par le Wurtemberg au gouvernement fédéral, dans le but évident, quoique non exprimé, d'amener un arrangement entre la Suisse et l'Autriche. Le conseil fédéral a été en Wurtemberg la réponse suivante, officiellement communiquée à l'ambassade :

« Le conseil fédéral, tout en reconnaissant les bons sentiments qui ont dicté la démarche du gouvernement wurtembergeois à Berne, ne peut pas entrer en négociations à l'ambassade d'Autriche en faveur des réfugiés. Par ces derniers, le ministère pourra se convaincre que dans la fuite de ces derniers, sont pour l'établissement, soit pour l'expulsion des réfugiés, on a procédé toujours avec le plus grand soin qui doivent donner aux États voisins pleine satisfaction en ce qui concerne l'accomplissement des devoirs nationaux de la part de la Suisse.

« Le conseil fédéral a appris avec plaisir que le gouvernement wurtembergeois était satisfait sous ce rapport. Dans ces circonstances, le conseil fédéral ne saurait se convaincre de la nécessité de régler les rapports qui, jusqu'à présent, n'ont eu aucune façon troublé les relations amicales avec les États voisins, et il espère que sous cela les bonnes relations se maintiendront avec le royaume de Wurtemberg.

On écrit de Madrid sous la date du 3 mai que le ministère n'est pas encore complété et qu'on espérait inexplicable combiner d'attendre les vues du gouvernement. Le bruit courait que le marquis de Valdegamas dans le poste éminent d'ambassadeur d'Espagne à Paris.—On dit que le maréchal Narvaez serait formellement exprimé le désir de se retirer dans son village de Loja, sans même rentrer à Madrid.—Il se manifeste dans toute l'Espagne, dit le *Siècle*, un mouvement contitutionnel auquel le ministère essaie en vain de donner la chasse par de petites réformes administratives, qui peuvent être bonnes en elles-mêmes, mais qui ne sauraient détourner les esprits de la grande question de principe qui les préoccupe. La race employée par le général Lorenzini ne peut d'ailleurs tromper personne. Le régime représentatif existe en principe en Espagne, et de fait le gouvernement est quelque chose de pire qu'absolu, car il a contre lui le droit rationnel et le droit écrit. Les impôts sont levés sans l'autorisation des cortès, la presse est soumise à des réglemens que les chambres n'ont point sanctionnés, les magistrats sont destitués en violation de la loi qui leur assure l'inamovibilité. Et que dire encore pour accuser, pour pallier ses actes des procédés si hautement inconstitutionnels ? -Ou dit : Il faut donner le temps au ministère de se compléter ; il faut laisser le temps d'étudier les questions qu'il doit résoudre. Ce langage pourrait être tenu pour sincère et le cabinet eut tout d'abord rappelé les cortès, car il n'est pas besoin de méditer longtemps pour savoir que supprimer une cocarde ou changer un acte constitutionnel. Il n'est pas davantage besoin de méditations bien tendues pour savoir qu'en destituant le président du tribunal suprême pour avoir voté contre le cabinet dans une question de droit soulevée par un sénateur, on commettait une énormité et contre l'indépendance du sénat et contre celle de la magistrature. Cela était si facile à comprendre que le ministère qui a commis cette énormité non réparée est tombé pour l'avoir commise.

Le *Siècle* continue :

Mais voici qui est plus étrange encore, c'est est possible. Le motif déterminant de la clôture, disons de la suppression de la session, ça été l'attaque dirigée dans le sénat par le maréchal Concha contre les influences qui avaient présidé aux autorisations provisoires accordées aux compagnies pour établissement de chemins de fer. En bien ! le gouvernement a été forcé de reconnaître la légitimité de cette attaque. Il a publié une circulaire ayant pour but de refréner les abus commis par les compagnies, il a de plus institué une commission pour examiner et reviser les concessions. Et cependant la session reste close et le parlement reste privé de ses prérogatives, comme si le Sénat n'eût fait facilement. C'est faire jouer à la couronne un rôle qui partout ailleurs qu'en Espagne pourrait être très compromettant.

La reine Isabelle est la fille de la nation ; elle a été adoptée par le peuple, non par amour ou par reconnaissance pour Ferdinand VII, mort sans laisser après lui un sentiment de sympathie. Isabelle II a été, elle est toujours pour l'Espagne le symbole d'une ère libérale et constitutionnelle. Il ne faut donc pas que la reine compromettre inutilement et même pour elle l'exemple de blâme et de responsabilité, car un pays ne se trouve jamais lié en définitive d'une manière irrévocable à une famille exclusivement dynastique. Depuis bientôt trois ans, les ministères qui se succèdent abusent du royaume de l'Espagne, et aucun chercher à ménager ce qui peut rester de cette situation, nous affirmons qu'il n'en sauvera rien sortir de bon ni pour la nation ni pour la couronne.

Mme *Beecher Stowe* est toujours la lionne en Angleterre. On a cherché, nous le savons, à déverser sur lui le ridicule. Tous ceux qui ont eu une grande dans le monde ont vu qu'on a la faire tomber, et été exposés aux railleries des ignorants. Les hommes de génie sont le plus souvent considérés comme des fous, mais le peuple le plus populaire de la France les a noblement vengés dans les strophes suivantes :

Vieux soldat de plomb que nous sommes,
Au sein de la paix, au milieu
Si des rangs sortent quelques hommes,
Tous nous crions : *A bas les fous !*
On les persécute, on les tue ;
Sauf, après un lent exemple,
A leur dresser une statue,
Pour la gloire de genre humain.

Combien de temps une pendre,
Vierge obscure, attend son époux !
Les fous ne sont pas rares,
Le sage lui dit : cachez-vous.
Mais le rencontrant loin du monde,
Le fou le reconnaît bien vite,
Il devient fécondé
Pour le bonheur du genre humain.

Quelquefois un nouveau monde
Un fou qu'on raillait en tombeau.
Sur la croix que son sang inonde,
Le fou qui meurt nous dit : Dieu.
Si demain, enfin, il daigne
Le fou remplit, ô bon ! demain
Quelque fou de vos arrêts encore
Un dans un pour le genre humain.

On a commencé à gonfler hier les ballons et ce magnifique spectacle avait attiré sur la Place d'Armes une foule compacte et empressée. Malheureusement dans la soirée, vers 9 heures et demie, des individus dont on cherche vainement à s'expliquer la malveillance, se sont introduits dans l'enceinte et ont presqué une large fissure à un des ballons. Le gaz s'en est échappé aussitôt, et le travail est à recommencer.

Le général JUAN—Le grand juri s'est réuni hier et a prononcé à son tour une lettre que lui a adressée M. S. W. Taylor, fils de celui qui a été tué par Agoût dernier, dans l'affaire du Lopez. Le juge Rost a lu la lire et la remis à l'avocat général qui se contenta de la regarder et la passa au juri. Le juge de alors observer que la lettre ne faisait pas partie de la plainte de la Cour ou d'un de ses officiers, il avait le droit de la prendre en considération dans les délibérations et procès d'emprisonnement, mais comme il n'avait pas encore produit de témoignages pour prouver la réalité de la lettre, le juri ne devrait faire aucune attention à sa lettre.

Le grand juri a trouvé bien à poursuivre John Kelly, pour avoir participé à cette affaire plaidée devant la Troisième cour de District.

Il n'a pas trouvé lieu à poursuivre Jas. Kelly, accusé d'homicide.

PARAÎTRA COUP DE DIPTOMIE.—*Juge Lorimer*. Le juri, qui délibère, depuis jeudi soir, sur l'affaire de Rolan, accusé de meurtre, se n'était pas encore mis d'accord à 10 heures.

Il paraît que l'on a supposé même qu'une étincelle qui se dégageait du fourneau et pénétrait dans la balloon, au lieu de causer une explosion, elle serait immédiatement *chargée* par le gaz. » Il faut lire : *étouffée* au lieu de *chargée*. Nous avons cru devoir rectifier cette erreur, dans la crainte qu'on ne se méprît sur notre véritable pensée.

M. SOULÉ—Les journaux de Madrid continuent à faire de la nomination de M. Soulé au poste de ministre des États Unis en Espagne le texte de commentaires assez peu bienveillants pour notre ambassadeur. Le *Diario Español* engage vivement le cabinet de Madrid à ne point reconnaître M. Soulé en sa qualité officielle, tandis que le *Heraldo* déclare qu'il serait beaucoup plus digne de l'Espagne de recevoir M. Soulé sans lui demander compte de ses opinions personnelles. Le gouvernement espagnol, sous ce rapport, se rendra à ce dernier avis et fera à M. Soulé l'accueil empressé que mérite son talent et la haute position qu'il a occupée aux États-Unis.

ELECTIONS DE JEFFERSON CITY.—Les élections municipales de *Jefferson City* ont eu lieu lundi dernier, et ont donné le résultat suivant : maire, F J Laiser; controleur et secrétaire, T Michel; trésorier, C Chevalier; commissaires des rues et débarcadères, P Duverney; capitaine du port, Jules Michel; aldermen, 1er ward, E White, F Dugué Jr; 2e ward, A K Cutter, A Beavers; 3e ward, M Morin, V Arceneaux; 4e ward, G D Metcalf, J Brand; 5e ward, John Vieda.

M. ALEXANDER WALKER, un des rédacteurs de *Delta*, a été nommé par le président agent des paulons à la Nouvelle-Orléans. Nous félicitons sincèrement notre confrère de sa bonne fortune.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

PARIS, 11 mai 1853.

MESSIEURS,

La fièvre d'actions et d'entreprises commerciales dont je vous parlais la semaine passée était trop violente pour être longue. Tout s'en ressent : bonne ou mauvaise, et les valeurs qui, naguère, s'élevaient à prime, avec une rapidité incroyable, trouvent aujourd'hui difficilement des acheteurs au-dessous du pair. Cet affront n'épargne la stagnation des personnes, et, pour tout dire en un mot, on a refusé hier, à 25 centimes au-dessous de leur valeur d'émission, des actions revêtues de la signature Rothschild ! Aussi les augures spéculateurs, qui jouissent à la Bourse sous tant de rapports, sont-ils en train de faire quelque chose de nouveau pour ramener la confiance. Ils ont pensé à nous, et, pour nous faire sortir de notre apathie, ils ont imaginé de nous faire faire un voyage à Londres. Ils ont pensé que nous pourrions, à notre retour, leur être d'une grande utilité, en leur apportant des nouvelles fraîches de la santé de la reine Victoria, de la duchesse de Kent, de la duchesse de Sutherland, de la duchesse d'Atholl, de la comtesse de Shaftesbury, lord John Russell, lord Palmerston, le comte de Carlisle, lord Normanby, W. Gladstone, le marquis de Lansdowne, l'archevêque de Dublin, &c.

La duc de Sutherland a présenté Mme Stowe à l'assemblée ; puis la comte de Shaftesbury a fait un speech à Mme Stowe sur une corne d'abondance dans laquelle sont exprimés et le bonheur qu'éprouvent les deux comtées de dames chargées de la réception de l'Africaine sur l'océan, et les vœux ardens qu'elle formulait pour l'union intime de l'Amérique et de l'Angleterre, &c.)

La danse date-t-elle et la rotation des chapeaux pour recueillir le denier ? Toujours est-il le journal la *Démocratie pacifique* raconte qu'un navire avait à virer de bord dans le port de Dunkerck, c'est-à-dire à faire une évolution sur lui même. Avant de procéder, comme d'ordinaire, les agrès, les cordages et la force des bras, l'équipage s'est amplement groupé en cercle, a appliqué son oreille contre le pont, et a entendu distinctement la chaine magnétique par la superposition du petit doigt et du pouce ; puis, après quelques minutes d'attente sur le même point, on a fait la collecte, et le demi-tour désiré. Bientôt, sans doute, continue le journal, on trouvera à faire bien d'autres applications intéressantes de cette merveilleuse découverte. Il suffira, par exemple, d'un petit nombre de personnes placées en pivote sur lui même pour faire quelque peu l'office d'un cabestan, mais après tout la chose n'est pas impossible et par les temps de disette nous pourrons trouver dans ce système un excellent moyen d'économie.

Les fêtes de Salamine en date du 4 mai. L'escadre française était toujours au mouillage, la corvette à vapeur *le Caton* venait d'arriver sur rade avec des dépêches de Constantinople. A son départ, on regardait toujours la question des affaires comme bonne, mais rien ne transpirait sur les conditions définitives qui devaient servir de base aux arrangemens à intervenir.

Le *Times* contient dans un long article que la dissolution spontanée de l'empire turc est si peu prochaine, et que les mêmes causes qui rendent la durée de l'empire turc peu probable empêcheront la Russie de conquérir la Turquie.

La population de la Turquie d'Europe, dit ce journal, est de 15 millions 500,000 âmes. Sur ce nombre on compte 1 million 500,000 Turcs, 1 million 500,000 Albanais, 4 millions de Bulgares, 1 million de Slaves, Serbes ou Illyriens, 1 million de Grecs, 4 millions de Roumains ou Valaques, et quelques restes de Tatars, des Francs et des Juifs. Bien que les musulmans soient les seuls qui aient services de la Russie pour obtenir de la Porte des immunités, elles ne sont nullement disposées à renoncer à leur nationalité pour leur cause. Au contraire, il règne dans ces provinces de grands élémens de résistance contre la Russie, et ce sentiment est la principale garantie de la durée de l'empire turc. Il est bien évident que si les Slaves soulaient réellement et les Bulgares sont les plus nombreux, les plus industrieux et les moins guerriers des habitans de la Turquie. Cependant en 1828 et en 1829 ils ne bougèrent.

Les Bulgares sont les plus nombreux, les plus industrieux et les moins guerriers des habitans de la Turquie. Cependant en 1828 et en 1829 ils ne bougèrent.

Le consul fédéral, tout en reconnaissant les bons sentiments qui ont dicté la démarche du gouvernement wurtembergeois à Berne, ne peut pas entrer en négociations à l'ambassade d'Autriche en faveur des réfugiés. Par ces derniers, le ministère pourra se convaincre que dans la fuite de ces derniers, sont pour l'établissement, soit pour l'expulsion des réfugiés, on a procédé toujours avec le plus grand soin qui doivent donner aux États voisins pleine satisfaction en ce qui concerne l'accomplissement des devoirs nationaux de la part de la Suisse.

« Le conseil fédéral a appris avec plaisir que le gouvernement wurtembergeois était satisfait sous ce rapport. Dans ces circonstances, le conseil fédéral ne saurait se convaincre de la nécessité de régler les rapports qui, jusqu'à présent, n'ont eu aucune façon troublé les relations amicales avec les États voisins, et il espère que sous cela les bonnes relations se maintiendront avec le royaume de Wurtemberg.

On écrit de Madrid sous la date du 3 mai que le ministère n'est pas encore complété et qu'on espérait inexplicable combiner d'attendre les vues du gouvernement. Le bruit courait que le marquis de Valdegamas dans le poste éminent d'ambassadeur d'Espagne à Paris.—On dit que le maréchal Narvaez serait formellement exprimé le désir de se retirer dans son village de Loja, sans même rentrer à Madrid.—Il se manifeste dans toute l'Espagne, dit le *Siècle*, un mouvement constitutionnel auquel le ministère essaie en vain de donner la chasse par de petites réformes administratives, qui peuvent être bonnes en elles-mêmes, mais qui ne sauraient détourner les esprits de la grande question de principe qui les préoccupe. La race employée par le général Lorenzini ne peut d'ailleurs tromper personne. Le régime représentatif existe en principe en Espagne, et de fait le gouvernement est quelque chose de pire qu'absolu, car il a contre lui le droit rationnel et le droit écrit. Les impôts sont levés sans l'autorisation des cortès, la presse est soumise à des réglemens que les chambres n'ont point sanctionnés, les magistrats sont destitués en violation de la loi qui leur assure l'inamovibilité. Et que dire encore pour accuser, pour pallier ses actes des procédés si hautement inconstitutionnels ? -On dit : Il faut donner le temps au ministère de se compléter ; il faut laisser le temps d'étudier les questions qu'il doit résoudre. Ce langage pourrait être tenu pour sincère et le cabinet eut tout d'abord rappelé les cortès, car il n'est pas besoin de méditer longtemps pour savoir que supprimer une cocarde ou changer un acte constitutionnel. Il n'est pas davantage besoin de méditations bien tendues pour savoir qu'en destituant le président du tribunal suprême pour avoir voté contre le cabinet dans une question de droit soulevée par un sénateur, on commettait une énormité et contre l'indépendance du sénat et contre celle de la magistrature. Cela était si facile à comprendre que le ministère qui a commis cette énormité non réparée est tombé pour l'avoir commise.

Le *Siècle* continue :

Mais voici qui est plus étrange encore, c'est est possible. Le motif déterminant de la clôture, disons de la suppression de la session, ça été l'attaque dirigée dans le sénat par le maréchal Concha contre les influences qui avaient présidé aux autorisations provisoires accordées aux compagnies pour établissement de chemins de fer. En bien ! le gouvernement a été forcé de reconnaître la légitimité de cette attaque. Il a publié une circulaire ayant pour but de refréner les abus commis par les compagnies, il a de plus institué une commission pour examiner et reviser les concessions. Et cependant la session reste close et le parlement reste privé de ses prérogatives, comme si le Sénat n'eût fait facilement. C'est faire jouer à la couronne un rôle qui partout ailleurs qu'en Espagne pourrait être très compromettant.

La reine Isabelle est la fille de la nation ; elle a été adoptée par le peuple, non par amour ou par reconnaissance pour Ferdinand VII, mort sans laisser après lui un sentiment de sympathie. Isabelle II a été, elle est toujours pour l'Espagne le symbole d'une ère libérale et constitutionnelle. Il ne faut donc pas que la reine compromettre inutilement et même pour elle l'exemple de blâme et de responsabilité, car un pays ne se trouve jamais lié en définitive d'une manière irrévocable à une famille exclusivement dynastique. Depuis bientôt trois ans, les ministères qui se succèdent abusent du royaume de l'Espagne, et aucun chercher à ménager ce qui peut rester de cette situation, nous affirmons qu'il n'en sauvera rien sortir de bon ni pour la nation ni pour la couronne.

Mme *Beecher Stowe* est toujours la lionne en Angleterre. On a cherché, nous le savons, à déverser sur lui le ridicule. Tous ceux qui ont eu une grande dans le monde ont vu qu'on a la faire tomber, et été exposés aux railleries des ignorants. Les hommes de génie sont le plus souvent considérés comme des fous, mais le peuple le plus populaire de la France les a noblement vengés dans les strophes suivantes :

Vieux soldat de plomb que nous sommes,
Au sein de la paix, au milieu
Si des rangs sortent quelques hommes,
Tous nous crions : *A bas les fous !*
On les persécute, on les tue ;
Sauf, après un lent exemple,
A leur dresser une statue,
Pour la gloire de genre humain.

Combien de temps une pendre,
Vierge obscure, attend son époux !
Les fous ne sont pas rares,
Le sage lui dit : cachez-vous.
Mais le rencontrant loin du monde,
Le fou le reconnaît bien vite,
Il devient fécondé
Pour le bonheur du genre humain.

Quelquefois un nouveau monde
Un fou qu'on raillait en tombeau.
Sur la croix que son sang inonde,
Le fou qui meurt nous dit : Dieu.
Si demain, enfin, il daigne
Le fou remplit, ô bon ! demain
Quelque fou de vos arrêts encore
Un dans un pour le genre humain.

On a commencé à gonfler hier les ballons et ce magnifique spectacle avait attiré sur la Place d'Armes une foule compacte et empressée. Malheureusement dans la soirée, vers 9 heures et demie, des individus dont on cherche vainement à s'expliquer la malveillance, se sont introduits dans l'enceinte et ont presqué une large fissure à un des ballons. Le gaz s'en est échappé aussitôt, et le travail est à recommencer.

Le général JUAN—Le grand juri s'est réuni hier et a prononcé à son tour une lettre que lui a adressée M. S. W. Taylor, fils de celui qui a été tué par Agoût dernier, dans l'affaire du Lopez. Le juge Rost a lu la lire et la remis à l'avocat général qui se contenta de la regarder et la passa au juri. Le juge de alors observer que la lettre ne faisait pas partie de la plainte de la Cour ou d'un de ses officiers, il avait le droit de la prendre en considération dans les délibérations et procès d'emprisonnement, mais comme il n'avait pas encore produit de témoignages pour prouver la réalité de la lettre, le juri ne devrait faire aucune attention à sa lettre.

Le grand juri a trouvé lieu à poursuivre John Kelly, pour avoir participé à cette affaire plaidée devant la Troisième cour de District.

Il n'a pas trouvé lieu à poursuivre Jas. Kelly, accusé d'homicide.

ERRATUM—Dans quelques lignes que nous avons publiées hier au sujet de la sécurité qu'offre l'appareil de M. Petin, on a pu lire ceci : « Et à supposer même qu'une étincelle fût se dégager du fourneau et pénétrer dans le ballon, au lieu de causer une explosion, elle serait immédiatement *chargée* par le gaz. » Il faut lire : *étouffée* au lieu de *chargée*. Nous avons cru devoir rectifier cette erreur, dans la crainte qu'on ne se méprît sur notre véritable pensée.

M. Petin se propose de tracer au-dessus de la ville un immense 8, c'est-à-dire de passer par tous les points de compas. Les ballons ne parcourent quelquefois que la cinquième partie de cette distance, mais comme, dit-on, chaque jour ajoutera quelque chose à la perfection de la direction, on espère arriver à ce résultat.

Nous ne savons encore si le sucre couronnera l'œuvre à laquelle travaille depuis tant d'années M. Petin ; nous ne pouvons que le souhaiter, et tous nos vœux sous ce rapport sont acquis au savant aéronaute.

Je ne puis vous donner encore aucune nouvelle de l'affaire Villedeuil et de l'affaire Véron ; la justice suit avec la toute de rétablir son cours. Je parlerai de justice, de ses lenteurs, de ses formalités, de ses trop plus expéditives à l'encontre de l'opéra nouveau de Scribe-Meyerbeer, et de la *résurrection* du Chien de Montargis, ou drame fusillé du trop fameux Guilbert de Pixérécourt. Une autre résurrection, c'est celle de Frédéric Lemaître, qui reparaît sur la scène de la gaîté pour lui. Mais tout cela n'est que du rajeûnage, c'est Napoléon III empereur après Napoléon Ier.

* *

JAMAIQUE—Le steamer *Conway* a apporté à Savannah des avis de la Jamaïque jusqu'au 23 mai. Le différend entre l'Assemblée et le gouverneur s'envenime ; Son Excellence avait de nouveau prorogé la législature jusqu'au 23 de suivi à juger. Grâce à ces dissensions, le trésor se trouve sans revenus et la colonie est livrée à l'anarchie.

Les affaires sont dans le plus déplorable état.

Le roi de Danemark a écrit de sa propre main au Dr. Kane, commandant de l'expédition qui doit aller dans la mer du Nord à la recherche de sir John Franklin, pour le féliciter sur son courageux dévouement et lui promettre le concours actif des autorités groenlandaises.—Le Dr Kane est parti de New York à bord de l'*Advance*.

CHRONIQUE LOCALE.

☞ Nous sommes priés d'annoncer que Char. Wagner qui, a comparu jeudi devant le recorder Winter, sous l'accusation d'avoir volé $100 à M. Morgan, a été acquitté, l'avocat de la défense, M. Wagner, acquittant, le 70, rue Royale, entre Conti et Bienville.

Le steamer JOHN—Le grand juri s'est réuni hier et a prononcé à son tour une lettre que lui a adressée H. S. W. Taylor, fils de celui qui a été tué par Agoût dernier, dans l'affaire du Lopez. Le juge Rost a lu la lire et la remis à l'avocat général qui se contenta de la regarder et la passa au juri. Le juge de alors observer que la lettre ne faisait pas partie de la plainte de la Cour ou d'un de ses officiers, il avait le droit de la prendre en considération dans les délibérations et procès d'emprisonnement, mais comme il n'avait pas encore produit de témoignages pour prouver la réalité de la lettre, le juri ne devrait faire aucune attention à sa lettre.

Le grand juri a trouvé lieu à poursuivre John Kelly, pour avoir participé à cette affaire plaidée devant la Troisième cour de District.

Il n'a pas trouvé lieu à poursuivre Jas. Kelly, accusé d'homicide.

ERRATUM—Dans quelques lignes que nous avons publiées hier au sujet de la sécurité qu'offre l'appareil de M. Petin, on a pu lire ceci : « Et à supposer même qu'une étincelle fût se dégager du fourneau et pénétrer dans le ballon, au lieu de causer une explosion, elle serait immédiatement *chargée* par le gaz. » Il faut lire : *étouffée* au lieu de *chargée*. Nous avons cru devoir rectifier cette erreur, dans la crainte qu'on ne se méprît sur notre véritable pensée.

M. SOULÉ—Les journaux de Madrid continuent à faire de la nomination de M. Soulé au poste de ministre des États Unis en Espagne le texte de commentaires assez peu bienveillants pour notre ambassadeur. Le *Diario Español* engage vivement le cabinet de Madrid à ne point reconnaître M. Soulé en sa qualité officielle, tandis que le *Heraldo* déclare qu'il serait beaucoup plus digne de l'Espagne de recevoir M. Soulé sans lui demander compte de ses opinions personnelles. Le gouvernement espagnol, sous ce rapport, se rendra à ce dernier avis et fera à M. Soulé l'accueil empressé que mérite son talent et la haute position qu'il a occupée aux États-Unis.

ELECTIONS DE JEFFERSON CITY.—Les élections municipales de *Jefferson City* ont eu lieu lundi dernier, et ont donné le résultat suivant : maire, F J Laiser; controleur et secrétaire, T Michel; trésorier, C Chevalier; commissaires des rues et débarcadères, P Duverney; capitaine du port, Jules Michel; aldermen, 1er ward, E White, F Dugué Jr; 2e ward, A K Cutter, A Beavers; 3e ward, M Morin, V Arceneaux; 4e ward, G D Metcalf, J Brand; 5e ward, John Vieda.

M. ALEXANDER WALKER, un des rédacteurs de *Delta*, a été nommé par le président agent des paulons à la Nouvelle-Orléans. Nous félicitons sincèrement notre confrère de sa bonne fortune.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

PARIS, 11 mai 1853.

MESSIEURS,

La fièvre d'actions et d'entreprises commerciales dont je vous parlais la semaine passée était trop violente pour être longue. Tout s'en ressent : bonne ou mauvaise, et les valeurs qui, naguère, s'élevaient à prime, avec une rapidité incroyable, trouvent aujourd'hui difficilement des acheteurs au-dessous du pair. Cet affront n'épargne la stagnation des personnes, et, pour tout dire en un mot, on a refusé hier, à 25 centimes au-dessous de leur valeur d'émission, des actions revêtues de la signature Rothschild ! Aussi les augures spéculateurs, qui jouissent à la Bourse sous tant de rapports, sont-ils en train de faire quelque chose de nouveau pour ramener la confiance. Ils ont pensé à nous, et, pour nous faire sortir de notre apathie, ils ont imaginé de nous faire faire un voyage à Londres. Ils ont pensé que nous pourrions, à notre retour, leur être d'une grande utilité, en leur apportant des nouvelles fraîches de la santé de la reine Victoria, de la duchesse de Kent, de la duchesse de Sutherland, de la duchesse d'Atholl, de la comtesse de Shaftesbury, lord John Russell, lord Palmerston, le comte de Carlisle, lord Normanby, W. Gladstone, le marquis de Lansdowne, l'archevêque de Dublin, &c.

La duc de Sutherland a présenté Mme Stowe à l'assemblée ; puis la comte de Shaftesbury a fait un speech à Mme Stowe sur une corne d'abondance dans laquelle sont exprimés et le bonheur qu'éprouvent les deux comtées de dames chargées de la réception de l'Africaine sur l'océan, et les vœux ardens qu'elle formulait pour l'union intime de l'Amérique et de l'Angleterre, &c.)

La danse date-t-elle et la rotation des chapeaux pour recueillir le denier ? Toujours est-il le journal la *Démocratie pacifique* raconte qu'un navire avait à virer de bord dans le port de Dunkerck, c'est-à-dire à faire une évolution sur lui même. Avant de procéder, comme d'ordinaire, les agrès, les cordages et la force des bras, l'équipage s'est amplement groupé en cercle, a appliqué son oreille contre le pont, et a entendu distinctement la chaine magnétique par la superposition du petit doigt et du pouce ; puis, après quelques minutes d'attente sur le même point, on a fait la collecte, et le demi-tour désiré. Bientôt, sans doute, continue le journal, on trouvera à faire bien d'autres applications intéressantes de cette merveilleuse découverte. Il suffira, par exemple, d'un petit nombre de personnes placées en pivote sur lui même pour faire quelque peu l'office d'un cabestan, mais après tout la chose n'est pas impossible et par les temps de disette nous pourrons trouver dans ce système un excellent moyen d'économie.

Les fêtes de Salamine en date du 4 mai. L'escadre française était toujours au mouillage, la corvette à vapeur *le Caton* venait d'arriver sur rade avec des dépêches de Constantinople. A son départ, on regardait toujours la question des affaires comme bonne, mais rien ne transpirait sur les conditions définitives qui devaient servir de base aux arrangemens à intervenir.

Le *Times* contient dans un long article que la dissolution spontanée de l'empire turc est si peu prochaine, et que les mêmes causes qui rendent la durée de l'empire turc peu probable empêcheront la Russie de conquérir la Turquie.

La population de la Turquie d'Europe, dit ce journal, est de 15 millions 500,000 âmes. Sur ce nombre on compte 1 million 500,000 Turcs, 1 million 500,000 Albanais, 4 millions de Bulgares, 1 million de Slaves, Serbes ou Illyriens, 1 million de Grecs, 4 millions de Roumains ou Valaques, et quelques restes de Tatars, des Francs et des Juifs. Bien que les musulmans soient les seuls qui aient services de la Russie pour obtenir de la Porte des immunités, elles ne sont nullement disposées à renoncer à leur nationalité pour leur cause. Au contraire, il règne dans ces provinces de grands élémens de résistance contre la Russie, et ce sentiment est la principale garantie de la durée de l'empire turc. Il est bien évident que si les Slaves soulaient réellement et les Bulgares sont les plus nombreux, les plus industrieux et les moins guerriers des habitans de la Turquie. Cependant en 1828 et en 1829 ils ne bougèrent.

Les Bulgares sont les plus nombreux, les plus industrieux et les moins guerriers des habitans de la Turquie. Cependant en 1828 et en 1829 ils ne bougèrent.

NAUFRAGE DU WILLIAM & MARY.

DÉNOUEMENT INATTENDU.

Cent soixante-dix passagers sauvés.

Lettre intéressante d'une des victimes supposées.

Le steamer anglais *Conway*, arrivé ces jours derniers à Savannah, venant de Nassau, y a apporté l'heureuse nouvelle du salut de presque tous les passagers du navire *William and Mary*, dont nous avons déjà raconté le naufrage.

Il se rappelle que le capitaine et les officiers, suivis de quelques passagers, s'étaient jetés dans le canot au moment le plus critique et avaient abandonné près de *cent soixante-dix* personnes sur le pont du bâtiment naufragé. Il était naturel de penser qu'elles avaient toutes péri ; mais voilà que nous apprenons aujourd'hui qu'elles ont été sauvées. A la dernière extrémité, on a aperçu à terre un navire qui a envoyé à leur secours, et nous pouvons dialoguer la marine et le bâtiment échoué à la côte qui en trouvait à une